

Développement Régional à Madagascar: rêve ou réalité ?

Cas de la région Itasy

Randriamampianina Rajerison Radomanana Antoine^{1*}, Rakotonirina Solonjatovo², Razafinjato Victor³, Abdillah Attoumani⁴

^{1, 2, 3, 4} ED Ingénierie et Géosciences, ESPA, Université d'Antananarivo

*Auteur correspondant : Randriamampianina Rajerison Radomanana Antoine,
Tél : 034 64 219 43, E-mail: rajerisonradomanana@gmail.com

RESUME

Le développement régional est encore un rêve à Madagascar. Un rêve très loin de la réalité. Puisqu'il est basé sur le système de centralisation. La décision de réalisation des projets de développement régional appartient à l'Etat central. Alors que ce dernier, rencontre de grandes difficultés à tout gérer. Premièrement, il n'arrive pas à payer les subventions pour le fonctionnement des régions à temps. Deuxièmement, il donne plus d'avantages à la région Analamanga et Vakinankaratra. Troisièmement, il abandonne plusieurs régions sans développement. C'est pourquoi, la densité de la région Analamanga s'accroît rapidement par immigration. En plus, elle représente environ 30% du Produit Intérieur Brut (PIB). D'autre part, les Partenaires Techniques Financiers interviennent surtout dans les régions déjà assez développés. Sans changement de cette structure de centralisation en une réelle décentralisation effective par le processus de veille stratégique, le développement régional restera un rêve ou une promesse politique pour accéder au pouvoir.

Mots clés: Décentralisation effective, Veille stratégique, Région, Développement

ABSTRACT

Development of regions in Madagascar is still a dream. A dream really far from reality. The system used for development is based on centralization. Decisions about projects realization come from the central state. Yet, it is very difficult for the central state to work alone. First, he cannot pay the money due to the regions that they need on time. Secondly, he gives more advantages to some regions like Analamanga and Vakinankaratra. Thirdly, he leaves some regions without any help for development. That is why, the density of the population of Analamanga increases rapidly. In a hand, he represents 30% of the Gross Domestic Product of all regions. And in the other hand, the Technical Financial Partners intervene only in already developed regions. Without changes of centralization structures into real decentralization through the process of strategic watch, development of the regions will stay a dream or political promise in order to become a President.

Keywords: Decentralization, Strategic watch, Region, Development

I. INTRODUCTION

La Constitution modifié en 1992 a opté « *l'application du système d'autonomie pour assurer l'effectivité de la décentralisation* » (préambule). Les acteurs de développements, surtout les politiciens montrent un certain volontarisme pour développer les régions à Madagascar. Ils ont ajoutés le mot « effective » dans la décentralisation. Comme si le rêve de pouvoir développer les régions à Madagascar va enfin s'accomplir.

Pourtant à chaque changement du régime en place, le territoire considéré comme pivot de développement change aussi. En 1994-1995, la Commune est considérée comme pivot de développement ; en 1998, la province autonome ; en 2004, la région [1]. Mais le statut des CTD¹ n'ont pas changé. La République de Madagascar est toujours divisée en collectivités territoriales décentralisées dont l'autonomie est garantie par la Constitution" (Principes généraux, art. 2). Les collectivités territoriales décentralisées s'administrent librement par des Assemblées qui règlent par leurs délibérations les affaires dévolues par la Constitution et la loi à leur compétence. Ces délibérations sont exécutoires de plein droit dès leur publication.

Avec l'application du principe d'autonomie, les CTD pourraient réaliser leurs rêves de développer leurs territoires. Ce principe répond aux demandes des élites et politiciens locaux. Ils peuvent prendre en main le développement de leurs territoires [2]. Une trentaine d'années sont déjà écoulés: Est-ce que le développement Régional est-il encore un rêve ou une réalité à Madagascar actuellement ?

Pour essayer de répondre à cette question, nous avons utilisé le processus de Veille stratégique. Cette méthode permet d'analyser le développement d'une région par rapport à ses voisins afin de savoir sa compétitivité [3]. Nous avons surtout collectés les données dans les rapports d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016. Et nous avons comparé le développement économique et social des 22 régions à Madagascar.

Trois résultats majeurs ont été trouvés. Premièrement, la croissance démographique est rapide mais mal réparti. L'augmentation de la densité de la population d'Analamanga est un avantage pour la région parce que ce sont les élites des autres régions qui vont travailler ici. Par contre, les régions d'origine perdent les meilleures ressources humaines. Deuxièmement, Cette croissance démographique n'a pas été suivit de croissance ou développement économique. Les Productions Intérieures Brut régional sont faibles sauf la région Analamanga. Et que l'Etat rencontre des difficultés dans le payement des subventions des régions. Alors que le budget des régions dépend beaucoup de cette subvention. Et les Partenaires Techniques Financiers interviennent surtout dans les régions déjà plus développés. Troisièmement, Les projets de développements sociaux sont centralisés à Analamanga et Vakinakaratra. L'inégalité existe dans le développement régional. Plusieurs régions sont oubliées par l'Etat. Tous les acteurs de développement sont inertes: ni les acteurs régionaux, ni l'Etat, ni les PTF². Personne n'est responsable de développement pour ces régions.

¹ Collectivités Territoriales Décentralisées

² Partenaires Techniques Financiers

II. METHODOLOGIE

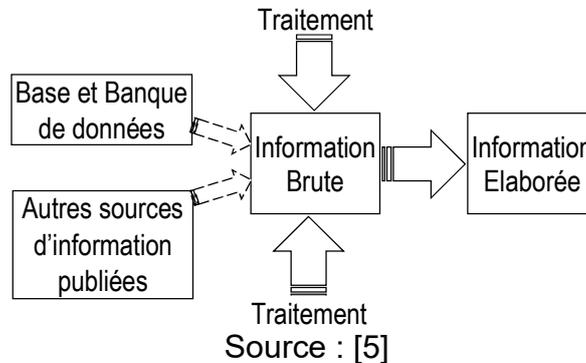
II.1. Définition de la Veille Stratégique

C'est un système informationnel, dont le but est de fournir, d'analyser puis de diffuser des informations à valeur ajoutée auprès des décideurs [4].

II.2. Informations

Les informations sont collectées dans les secteurs variés d'activités économiques.

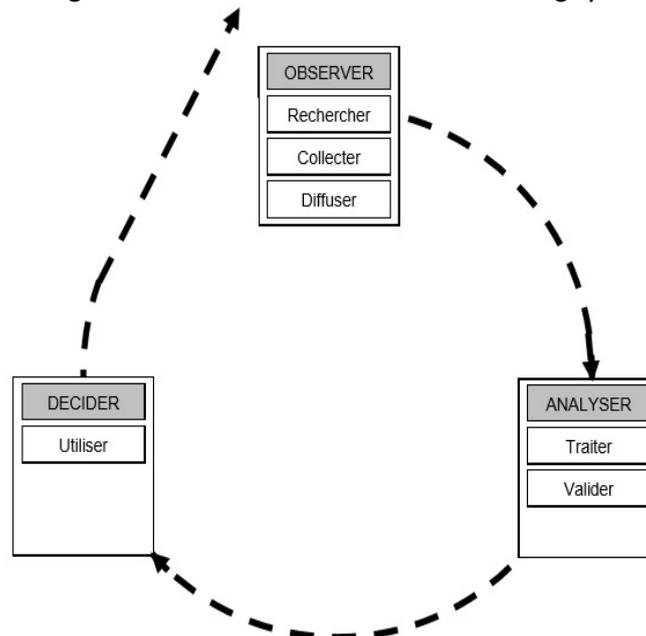
Figure 1: Les types d'informations



II.3. Processus de Veille Stratégique

Un processus est la somme des moyens et des activités qui transforment des éléments entrants en éléments sortants. Le processus de Veille Stratégique comprend, en général, trois phases: observation, analyse et décision.

Figure 2: Processus de Veille Stratégique



Source : [5] à partir du processus de Jakobiak

D'abord, la phase « observation » comprend: la recherche d'information, collecte d'information et diffusion d'information.

Ensuite, la phase « analyse » concerne le traitement des informations brutes et la validation des informations élaborées.

Enfin, la phase « décision » qui est l'utilisation des recommandations et des éléments en provenance de la phase « analyse ». C'est finalement l'étape la plus importante, pour que les décideurs puissent agir très vite et au bon moment [6].

III. RESULTATS

En essayant de répondre à la question « Est-ce que le développement Régional est-il encore un rêve ou une réalité ? ». Nous avons trouvés trois résultats fondamentaux: La croissance démographique régionale rapide mais mal réparti, la croissance démographique régional sans croissance économique ni développement économique et enfin la centralisation et l'insuffisance des projets de développement social réalisé par l'Etat.

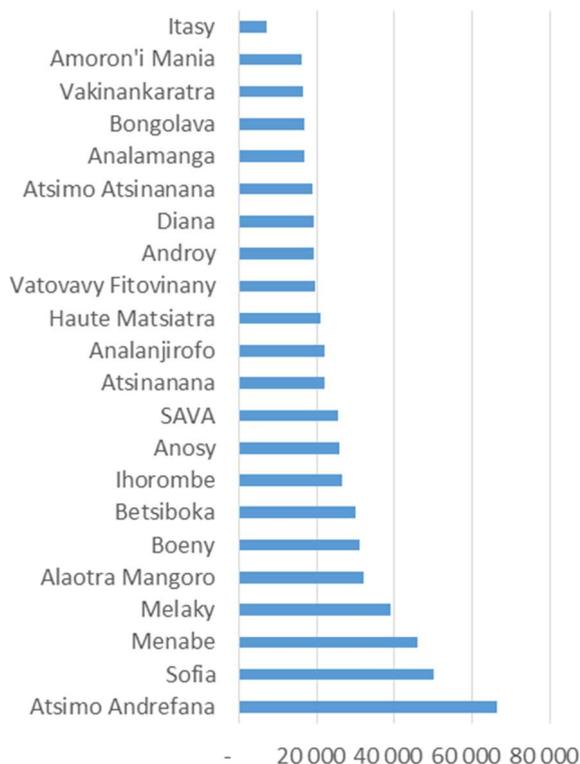
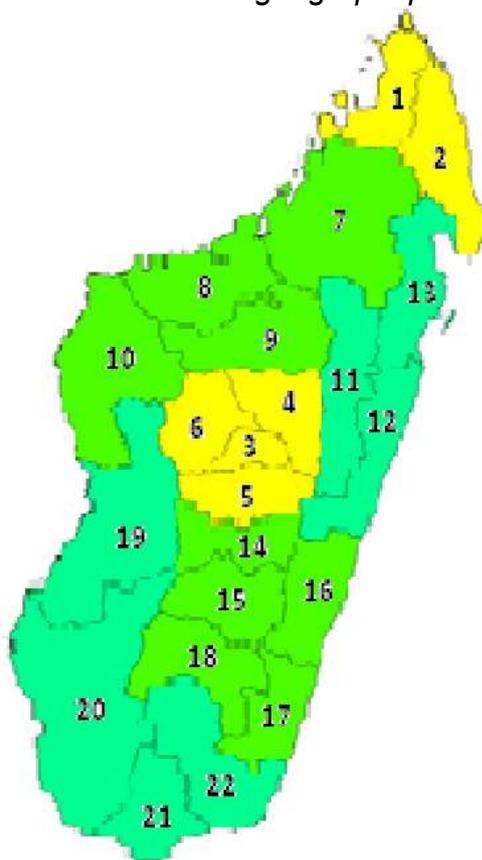
III.1. Croissance démographique Régionale rapide mais mal répartie

Premièrement, on va présenter la situation géographique des régions. Deuxièmement, l'évolution de la population de 1993 à 2018. Et enfin, l'estimation de la population dans les années à venir.

III.1.1. Situation géographique des régions

La carte suivante montre la situation géographique des régions. Et la figure à sa droite le classement des régions selon leurs superficies.

Carte N° 01: Situation géographique des régions Figure 3: Superficie des régions (km²)



Source : INSTAT, 2020

Légende :

1. Diana	2. SAVA	3. Itasy	4. Analamanga	5. Vakinakaratra
6. Bongolava	7. Sofia	8. Boeny	9. Betsiboka	10. Melaky
11. Alaotra Mangoro	12. Atsinanana	13. Analanjirifo	14. Amoron'i Mania	15. Haute Matsiatra
16. Vatovavy Fitovinany	17. Atsimo Atsinanana	18. Ihorombe	19. Menabe	20. Atsimo Andrefana
21. Androy	22. Anosy			

La région Itasy est la plus petite Région à Madagascar en termes de superficie (6 993 km²), suivit d'Amoron'i Mania. Au cinquième rang se trouve la région Analamanga. La plus vaste parmi les régions est celle d'Atsimo Andrefana.

III.1.2. La croissance de la population régionale de 1993 à 2018

L'effectif de la population par Région est décrit par le tableau suivant.

Tableau 1: La population en 1993 et 2018 par RGPH³ et son taux de croissance

Région	1993	2018
Analamanga	1 754 749	3 618 128
Vakinankaratra	1 141 598	2 074 358
Atsimo Andrefana	741 243	1 799 088
Sofia	675 588	1 500 227
Atsinanana	778 630	1 484 403
Haute Matsiatra	769 882	1 447 296
Vatovavy Fitovinany	748 682	1 435 882
Alaotra Mangoro	611 954	1 255 514
Analanjirofo	600 138	1 152 345
SAVA	594 091	1 123 013
Atsimo Atsinanana	423 757	1 026 674
Boeny	390 138	931 171
Androy	346 695	903 376
Itasy	461 697	897 962
Diana	358 374	889 736
Amoron'i Mania	472 677	833 919
Anosy	396 016	809 313
Menabe	284 447	700 577
Bongolava	234 531	674 474
Ihorombe	129 136	418 520
Betsiboka	169 770	394 561
Melaky	126 054	309 805
Madagascar	12 209 846	25 680 342
Note	RGPH 2	RGPH 3

Source : Instat⁴

Région	Taux de croissance en 25 ans (93-2018)
Amoron'i Mania	1,76
Vakinankaratra	1,82
Haute Matsiatra	1,88
SAVA	1,89
Atsinanana	1,91
Vatovavy Fitovinany	1,92
Analanjirofo	1,92
Itasy	1,94
Anosy	2,04
Alaotra Mangoro	2,05
Analamanga	2,06
Sofia	2,22
Betsiboka	2,32
Boeny	2,39
Atsimo Atsinanana	2,42
Atsimo Andrefana	2,43
Melaky	2,46
Menabe	2,46
Diana	2,48
Androy	2,61
Bongolava	2,88
Ihorombe	3,24
Madagascar	2,10

Source : Auteur

On constate que de 1993 à 2018, c'est-à-dire, après 25 ans, la population Malgache a augmenté de 110%. Soit une augmentation annuelle de 4,4%. Pour la région Itasy, malgré sa dimension plus petite que les autres, elle est encore plus peuplée que les régions Melaky, Betsiboka, Ihorombe, Bongolava, Menabe, Anosy, Amoron'i Mania, Diana. Ainsi, en l'espace de 25 ans (1993-2018), la population de l'Itasy aura presque doublé. La variation du taux de croissance en 25 ans de la population, s'explique par le phénomène de migration. Par exemple, la population de la Région Amoron'i Mania qui abandonne plus leur territoire, puis suivis de celle de Vakinankaratra. Les régions Bongolava et Analamanga, respectivement le 4^{ème} et 5^{ème} dans sa dimension, augmentent très vite, respectivement de 2,06% et 2,88%.

³ RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat

⁴ Instat : Institut National de la Statistique

III.1.3. Estimation de la population régionale 2023

Le tableau suivant décrit l'estimation de la population jusqu'en 2023

Tableau 2: Estimation jusqu'en 2023

Région	2020	2021	2022	2023	Taux de croissance de la population de 2018-2023
Analamanga	4 024 795	4 127 831	4 232 194	4 337 497	1,199
Vakinankaratra	2 167 330	2 222 814	2 279 013	2 335 718	1,126
Atsimo Andrefana	1 582 561	1 623 075	1 664 111	1 705 516	0,948
Sofia	1 498 769	1 537 138	1 576 001	1 615 214	1,077
Atsinanana	1 527 185	1 566 281	1 605 881	1 645 838	1,109
Haute Matsiatra	1 441 255	1 478 152	1 515 523	1 553 232	1,073
Vatovavy Fitovinany	1 702 391	1 745 972	1 790 115	1 834 656	1,278
Alaotra Mangoro	1 234 447	1 266 049	1 298 058	1 330 356	1,060
Analanjirifo	1 244 087	1 275 936	1 308 196	1 340 745	1,163
SAVA	1 178 796	1 208 974	1 239 540	1 270 382	1,131
Atsimo Atsinanana	1 080 117	1 107 769	1 135 776	1 164 036	1,134
Boeny	961 100	985 705	1 010 626	1 035 772	1,112
Androy	882 088	904 670	927 542	950 621	1,052
Itasy	880 767	903 315	926 153	949 197	1,057
Diana	841 329	862 868	884 683	906 695	1,019
Amoron'i Mania	859 365	881 365	903 648	926 132	1,111
Anosy	807 418	828 088	849 024	870 149	1,075
Menabe	711 639	729 857	748 310	766 929	1,095
Bongolava	549 694	563 767	578 020	592 402	0,878
Ihorombe	375 351	384 960	394 693	404 514	0,967
Betsiboka	352 773	361 804	370 952	380 181	0,964
Melaky	348 053	356 963	365 988	375 095	1,211
Madagascar	26 251 309	26 923 353	27 604 047	28 290 875	1,102
Note	Projection INSTAT	Projection INSTAT	Projection INSTAT	Projection INSTAT	

De 2018 à 2023, le taux d'augmentation de la population est plus vite pour les régions Vatovavy Fitovinany, Melaky et Analamanga. La région Analamanga devient surtout de plus en plus concentrée.

Tableau 3: Evolution de la population d'Itasy

Itasy	Total Itasy 3,5%	Itasy	Total Itasy 3,5%
RGPH 1975	282 969	1998	533 354
1991	361 298	1999	554 637
1992	408 740	2001	588 696
RGPH 1993	461 697	2004	703 252
1994	476 101	2018	897 962
1995	490 955	2020	880 767
1996	506 271	2021	903 315
1997	522 066	2022	926 153
		2023	949 197

Pour la région Itasy, de 1975 à 2018, c'est-à-dire, 43 ans, le taux de croissance est de 3,173%. Dont le taux de croissance annuel global de la population est de 3,5 % par an. D'ici 2040, la population actuelle de l'Itasy augmentera de 100%.

Source : Instat

III.2. Croissance démographique régional sans croissance économique ni développement économique

Selon Simon Kuznets (Prix Nobel de Sciences Economiques en 1971), la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. Cette capacité de croissance est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert. Plus généralement, la croissance économique est l'accroissement durable du produit global net, en terme réels, d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer, et un phénomène de longue période.

Le terme « *développement* » est très récent. Ainsi en France, il apparaît à la fin des années 1950. Il est issu de celui du sous-développement et de la prise de conscience de l'écart économique croissant qui sépare le monde développé du tiers monde. Le développement est une notion qui traduit l'aspect structurel et quantitatif de la croissance. C'est donc un phénomène qualitatif, qui de plus, ne peut s'observer que sur une très longue période.

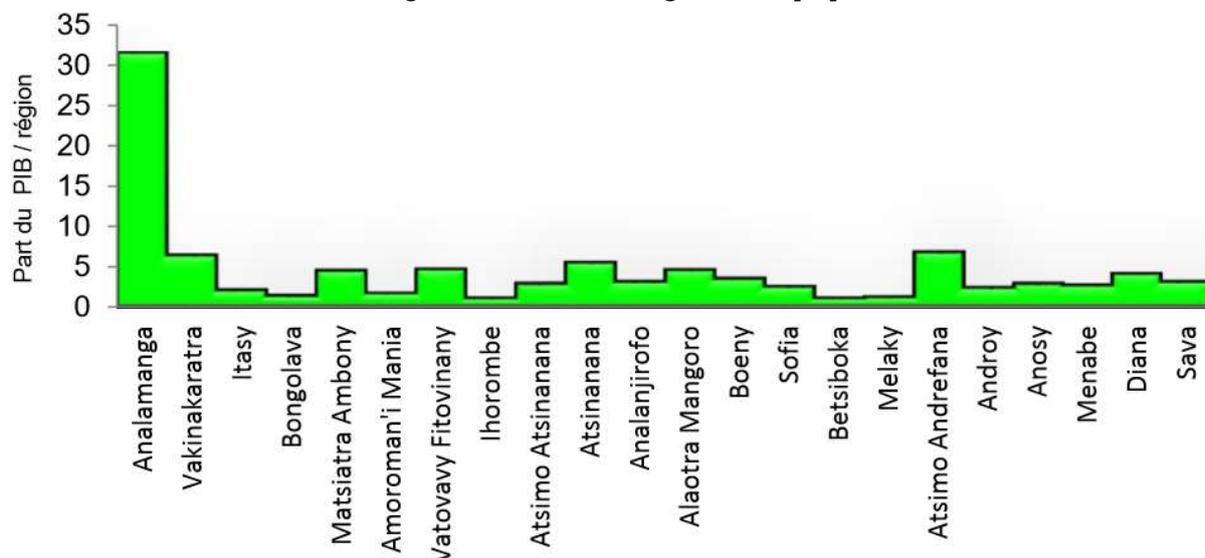
Le développement implique donc, en plus de la croissance, une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, santé, éducation,...), mais aussi une réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. Ainsi, il s'agit d'un « *mouvement vers le haut de tout le corps social* »

La croissance de la population ainsi que de la demande est bien une réalité, est-elle suivit de développement d'après cette définition ci-dessus ? Deux réponses sont trouvés que la croissance non pas été suivit de développement et même il y a de l'inégalité dans le mouvement vers le haut des régions. Le PIB et le retard de paiement des subventions des collectivités territoriales décentralisées les prouvent.

III.2.1. PIB

La figure suivante montre le pourcentage des PIB⁵ par régions.

Figure 4: PIB des régions en [%]



Source : INSTAT/JICA/2017 [7]

Le pourcentage des PIB de la région Analamanga est de 31,6% par rapport au PIB national. Les autres régions ne produisent qu'inférieur à 10%. Voire même la majorité

⁵ Produit Intérieur Brut

inférieure à 5% y compris celle de la région Itasy. L'indicateur PIB⁶ par région, mesure la productivité à l'intérieur de la région. La figure montre que la productivité interne de la région est très faible. Seule la région Analamanga qui est écarté. Cela démontre que les performances de production des régions sont faibles. Cela est dû à plusieurs raisons: manque de compétences, manque d'industries, technique agricole traditionnel, manque d'appui de l'Etat, Pouvoir centralisée et que les leaders politiques régionaux ne prennent pas en main leur développement.

III.2.2. Les arriérés des Régions et Communes à l'Etat

L'existence des arriérés des régions et Communes à l'Etat central, nous prouve la limite de l'Etat à pouvoir développer les régions.

III.2.2.1. Transferts des subventions aux communes (2014-2016)

Le tableau ci-dessous présente les montants des arriérés des Communes à l'Etat.

Tableau 4: Subventions aux Communes de 2014-2016

Nature	2014		2015		2016	
	Mandaté	Arriérés	Mandaté	Arriérés	Mandaté	Arriérés
Subventions de fonctionnement	10 836 000 000	18 588 000 000	4 464 809 177	32 711 190 822	16 182 500 000	22 745 500 000
Subventions CSB	0	2 962 872 000	227 304 000	5 698 440 000	2 202 816 000	6 458 496 000
Subventions EPP	0	2 609 890 000	0	5 219 780 000	0	7 829 670 000
Subventions salaires des secrétaires d'état civil	0	2 290 91 2 110	2 290 912 110	2 290 912 110	1 370 811 174	3 211 013 046
Subventions complémentaires	0	8 631 881 351	0	17 263 762 702	0	25 895 643 453
Dotations d'intérêt économique	5 889 074 038	-	3 079 408 494	-	9 150 082 651	-
Total	5 889 07 4 038	35 083 555 461	10 062 433 781	63 184 085 734	28 906 209 825	66 140 322 509

Source : SIIGFP/FCC/FCO⁷ 2014 à 2016

Le total des arriérés des Communes à l'Etat est de 66 140 322 509 Ariary. L'Etat n'arrive même pas à payer les subventions que ce soient de fonctionnement, pour les CSB, les EPP, les salaires des secrétaires d'état civil, des complémentaires. Alors que tous les impôts collectés à la base sont tous transféré dans la caisse de l'Etat. L'Etat Malagasy et les Communes sont tous endetté. Le développement des Communes n'est qu'un rêve avec cette réalité.

⁶ Le **produit intérieur brut (PIB)** est l'indicateur économique qui permet de quantifier la valeur totale de la « production de richesse » annuelle effectuée par les agents économiques (ménages, entreprises, administrations publiques) résidant à l'intérieur d'un territoire

⁷ SIIGFP : Système Intégré Informatisé de la Gestion des Finances Publiques / FCC : Fiche de Centralisation Comptable / FCO : Fiche de Centralisation des opérations

III.2.2.2. Transferts des subventions aux Régions

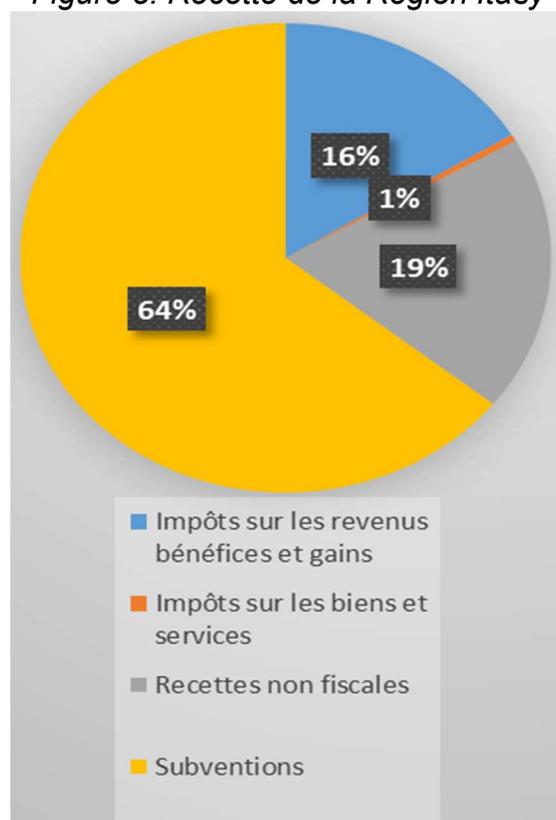
Tableau 5: Transferts des subventions aux régions

Nature	2014		2015		2016	
	Mandaté	Arriérés	Mandaté	Arriérés	Mandaté	Arriérés
Fonctionnement	4 620 000 000	0	4 620 000 000	0	4 510 000 000	110 000 000
Indemnité des chefs Fokontany et adjoints	3 369 060 000	0	3 369 060 000	0	3 298 680 000	70 380 000
Dotation d'intérêt économique	696 097 500	0	2 777 377 000	-	4 982 355 000	-
Total	8 685 157 500	0	10 766 440 000	0	12 791 035 000	180 380 000

Source : **Source : SIIGFP/FCC/FCO⁸ 2014 à 2016**

A la fin de l'année 2016, la somme des arriérés des Régions à l'Etat s'élève à 180 380 000 Ariary. Le fonctionnement des régions dépend de ces subventions. Le budget de la région Itasy nous les mets en évidence. La figure suivante illustre les recettes de la région Itasy en 2017.

Figure 5: Recette de la Région Itasy

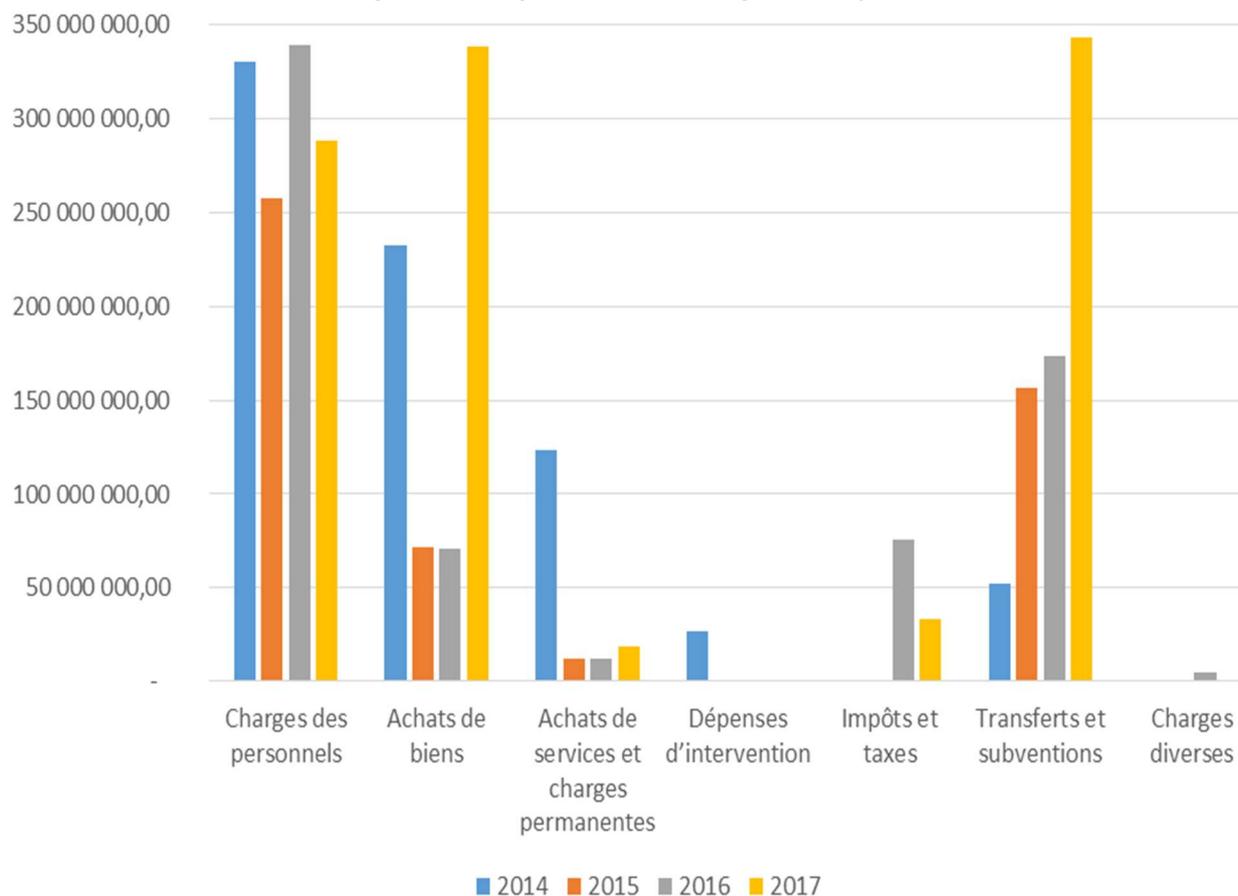


Source : Région Itasy, 2018

Les 64% des recettes de la région viennent des subventions de l'Etat. Cela montre que les régions sont dépendant de l'Etat pour pouvoir fonctionner. Alors que l'Etat octroie ces subventions très souvent en retard, d'après le tableau précédent. Comment les régions pourront-elles alors se développer ? Le diagramme suivant illustre les dépenses de la région Itasy en 2017.

⁸ SIIGFP : Système Intégré Informatisé de la Gestion des Finances Publiques / FCC : Fiche de Centralisation Comptable / FCO : Fiche de Centralisation des opérations

Figure 6: Dépense de la Région Itasy



Source : Région Itasy, 2017

La région Itasy ne peut que payer les différentes charges de fonctionnement de la région comme les charges des personnels, achats de biens, transferts et subventions des Communes. Les dépenses en investissements n'existent pas comme les constructions d'infrastructures. Tout cela nous amène à déduire que le développement Régional n'est encore un rêve en observant la réalité actuelle.

Bref, la population régionale s'accroît de plus en plus, alors que la production à l'intérieur de la région est faible et que les responsables à la direction de la région ne peut rien pour développer sa région, elles doivent attendre l'Etat central. La personne apte à développer se trouve alors dans le pouvoir central. Et comment va-t-elle se débrouiller pour développer les 22 régions ? Est-ce qu'elle peut équilibrer le développement des régions ? La réponse sera donnée dans le paragraphe suivant (III.3).

III.3. Centralisation et insuffisance des projets de développement social réalisé par l'Etat

Puisque l'Etat connaît que tout dépend de sa décision. Il essaie de faire son mieux. Est-ce qu'il va gagner la satisfaction de la population régionale ? Les résultats suivantes nous explicitent que c'est difficile pour l'Etat de tout gérer. Les rêves pour le développement restent encore un rêve.

III.3.1. Construction d'infrastructure scolaire

L'éducation de la population est l'un des piliers pour le développement. Les figures suivantes illustrent les constructions effectuées entre 2014 à 2016

III.3.1.1. Construction d'EPP et CEG

Quelques régions seulement bénéficient de la construction d'EPP dans toute l'île.

Figure 7: Construction EPP de 2014-2016 par FDL

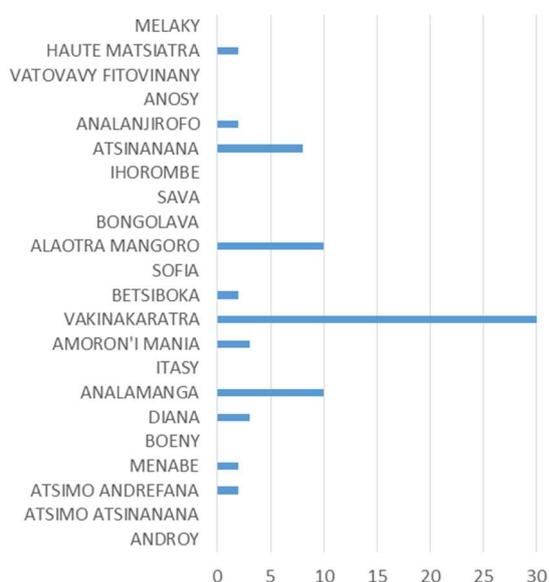
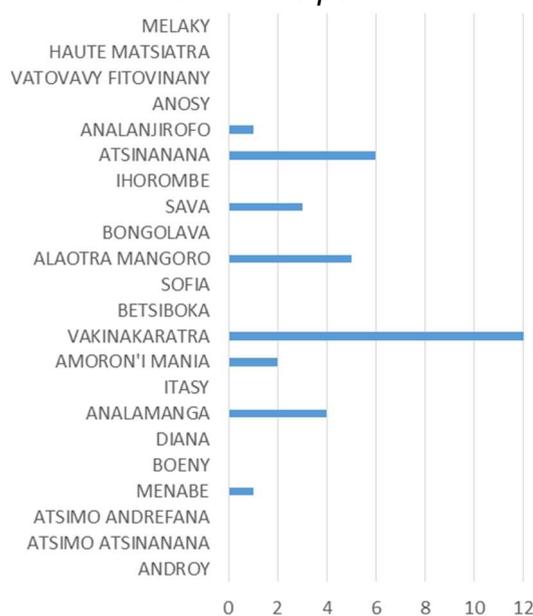


Figure 8: Construction CEG de 2014-2016 par FDL



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

Nous voyons que la moitié des régions seulement ont joui d'infrastructure scolaire d'EPP entre 2014 à 2016 par FDL. La région Vakinakaratra profite de la trentaine de constructions. La région Analamanga et Alaotra Mangoro au deuxième rang. Il est clair que la région Analamanga soit un peu plus privilégiée par rapport aux autres régions. Mais les autres régions ont plus besoins de ces infrastructures que la région Analamanga. Par exemple la région Itasy, l'Etat à travers le FDL n'a rien construit. A l'Itasy, le taux d'alphabétisation des individus de 15 ans et plus: Urbain (79,8%), Rural (70,9%), Ensemble (72,1%). Le niveau d'éducation des chefs d'exploitants agricoles: N'ayant pas fréquenté l'école (10,12%), Primaire (75,63%), Secondaire (10,88%), Supérieur (2,57%).

Le ratio élèves/maître en année scolaire 2004-2005, dans les établissements publics est de Niveau I : 1/56, Niveau II : 1/34, Niveau III : 1/28. Cela prouve que la région a besoin d'infrastructure, surtout des EPP. Si le cas de la région Itasy qui n'a pas bénéficié d'infrastructure est tel quel, comment sera-t-il pour les autres régions comme Androy, Melaky, Ihorombe ?

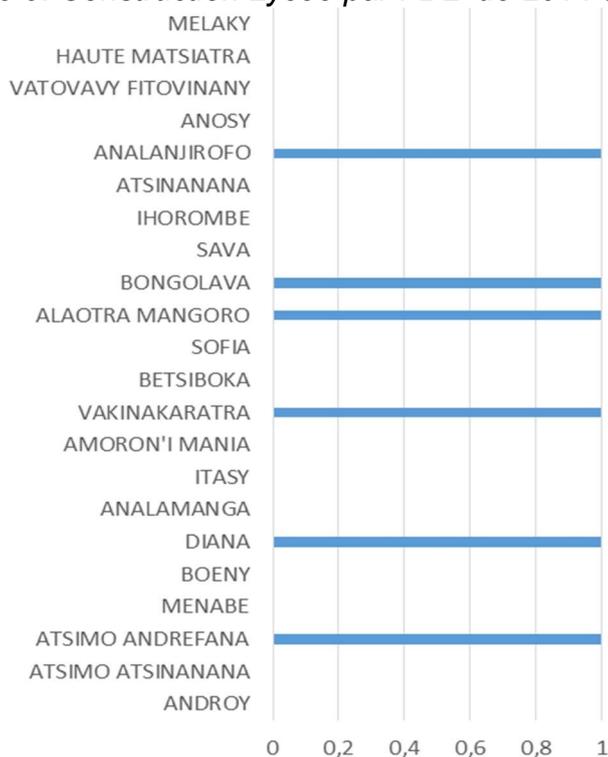
Pour la construction des CEG, huit régions parmi les vingt-deux ont eu les privilèges d'avoir cette construction. C'est encore la région Vakinakaratra qui a eu plus que les autres (12 constructions). Analamanga a obtenu quatre. Quatorze régions n'ont rien obtenu.

L'Etat rencontre des difficultés dans le choix des projets considérés comme prioritaires. La décision prise a été toujours de nature politique vu que le budget en main n'était pas suffisant pour faire tout. Et c'est pourquoi la région Analamanga est toujours dans la liste. L'assise politique va se déstabiliser si on néglige les facteurs essentiels. Peu importe l'explication, la population ne voit que le déséquilibre dans le développement régional.

III.3.1.2. Construction LYCEE

Pour la construction de Lycée, un établissement seulement par région est construit et uniquement pour 6 régions. La figure suivante la montre cette situation.

Figure 9: Construction Lycée par FDL⁹ de 2014 à 2016



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

Pour quelles raisons on a construit que 6 établissements de Lycée pendant 3 ans ? C'est totalement insuffisant pour obtenir le développement souhaité ou sinon que plusieurs élèves ont abandonnés d'étudier après avoir obtenu le diplôme de BEPC. Plusieurs enfants sont obligés de quitter leurs parents pour aller étudier au Lycée. La réalité nous montre que le Lycée public est construit dans le chef-lieu du district. Comme c'est le cas de la région Itasy. Donc, ce nombre de constructions sont largement insuffisants.

En bref, Neuf régions n'ont eu ni EPP¹⁰, ni CEG¹¹, ni Lycée pendant trois ans. Il s'agit de la région Melaky, Vatovavy Fitovinany, Anosy, Ihorombe, Sofia, Itasy, Boeny, Atsimo Atsinanana, Androy. Cela nous montre que l'Education primordial pour le développement de la population est minimisée par l'Etat central. Ces réalités nous amènent à dire que le développement régional reste encore un rêve jusqu'à maintenant.

III.3.2. Construction CSB¹²

La construction de CSB est aussi primordiale surtout dans les milieux ruraux à Madagascar. Ce sont des infrastructures à base sociale. Si une personne est malade, elle ne peut pas travailler. La réalité suivante montre qu'on est encore loin de la

⁹ FDL : Fonds de Développement Local

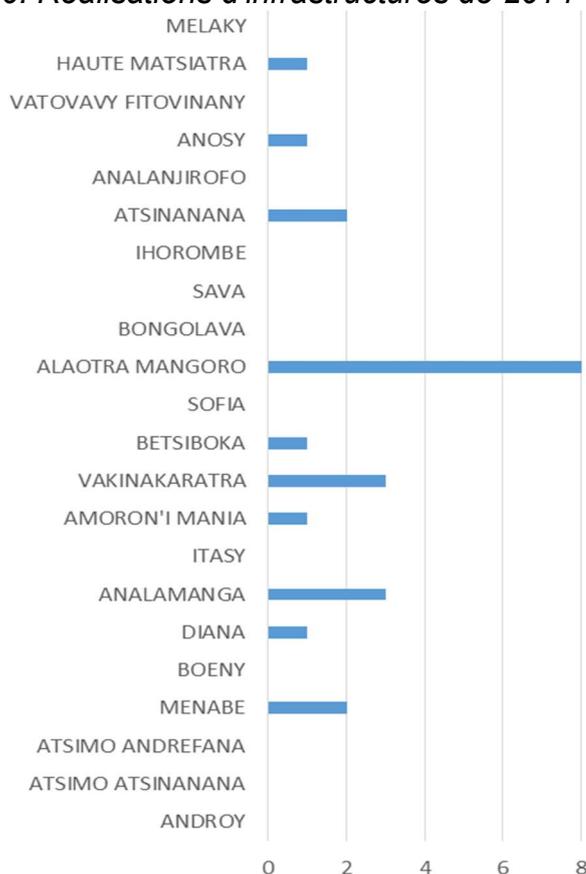
¹⁰ EPP : Ecole Primaire Public

¹¹ CEG : Collège d'Enseignement Général

¹² Centre de Santé de Base

réalisation de nos rêves. Les infrastructures construites sont insuffisantes mais aussi centralisées. Les réalisations d'infrastructures en matière de santé sont illustrées par la figure suivante.

Figure 10: Réalisations d'infrastructures de 2014-2016: CSB



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

La figure ci-dessus montre que 10 régions ont la chance d'avoir ces constructions et 12 régions n'ont bénéficiés d'aucune construction de CSB pendant trois ans. Les régions qui ont obtenus sont Alaotra Mangoro, Vakinakaratra, Analamanga, Menabe, Atsinanana, Anosy, Betsiboka, Amoron'i Mania, Diana, Haute Matsiatra. Analamanga et Vakinakaratra ont 3 CSB chacun ici. Ceux qui sont proches du régime en place sont toujours prioritaires dans le développement Régional. Même la couleur politique des dirigeants à chaque niveau du Collectivités Territoriales Décentralisées compte.

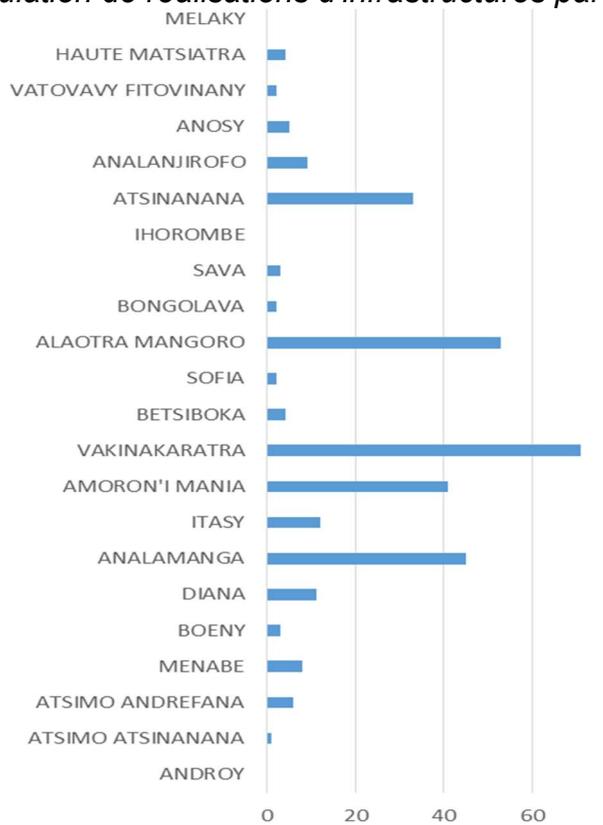
Les 12 régions qui n'ont pas profité de cette infrastructure sont Androy, Atsimo Andrefana, Boeny, Itasy, Sofia, Bongolava, SAVA, Ihorombe, Analanjirofo, Vatovavy Fitovinany. Durant la nomination des Ministres, membre du Gouvernement, le Président essaie de garder le système d'équilibre Régional. Pourtant, dans le développement, on ne voit pas. Peut-être que les régions qui n'ont pas obtenu ont jouis d'autres infrastructures. Cependant chaque région a besoin de nombreux CSB ainsi que des matériels adéquats pour faire sa mission.

III.3.3. Réalisations d'infrastructures par FDL

Toutes les réalisations d'infrastructures par FDL entre 2014 à 2016 sont récapitulées par la figure suivante. Ce sont les nombres d'ouvrages dans différents domaines.

Comme une région peut bénéficier à la fois de constructions d'EPP, CEG, LYCEE, CSB, ou autres.

Figure 11: Récapitulation de réalisations d'infrastructures par FDL de 2014-2016



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

C'est la région Vakinakaratra qui a obtenu plus de soixantaine de constructions. Les régions Alaotra Mangoro, Amoron'i Mania, Analamanga ont gagné plus de 40 infrastructures. Trois régions n'ont rien, à savoir Melaky, Ihorombe, Androy.

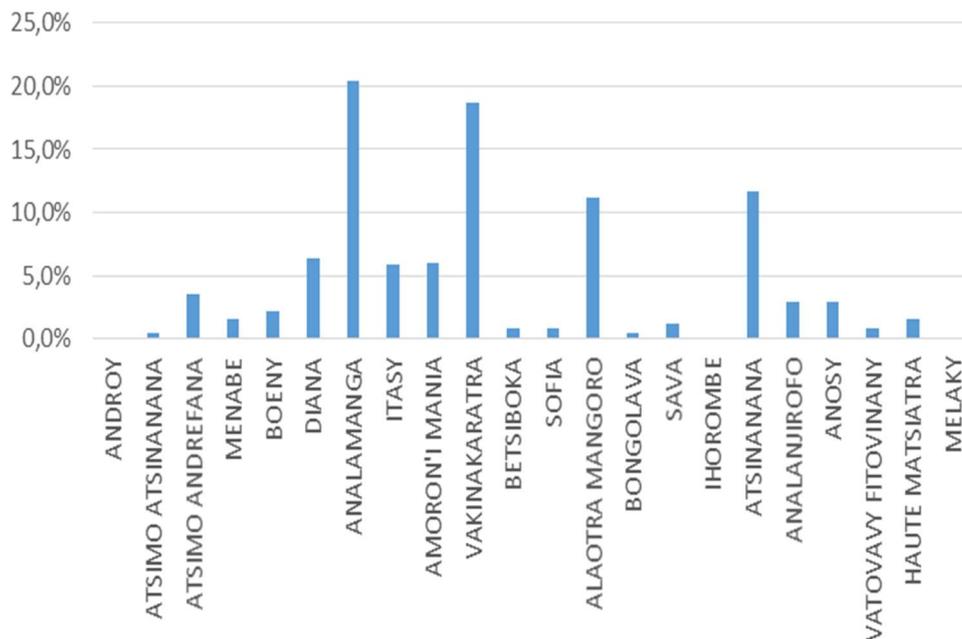
En faisant la moyenne de ces infrastructures, chaque région pourrait avoir une quinzaine de constructions. L'écart de réalisations d'infrastructures est incontestable. Les régions éloignées, enclavés, loin de la capitale ne bénéficie d'aucunes infrastructures. Tous ces résultats nous ramènent à dire encore que le développement régional, avec le système qu'on utilise actuellement, n'est qu'un rêve. Les promesses durant les propagandes sont faites pour accéder seulement au pouvoir. Mais l'exercice du pouvoir est encore une autre question. Les moyens financiers de l'Etat et des Collectivités Territoriales Décentralisées manquent beaucoup. C'est là qu'entre en jeu les PTF¹³. Le titre suivant fournit plus de détails dans l'intervention des PTF dans le développement régional.

III.3.4. Récapitulation de l'Intervention des PTF

De 2014 à 2016, on a additionné le montant total d'argent attribué à chaque région par différents PTF. Et après les montants totaux pour à chaque région est divisé par la somme totale pour toutes les régions. On a trouvé le diagramme de récapitulation ci-dessous en pourcentage.

¹³ Partenaires Technique Financière

Figure 12: Récapitulatif du financement des infrastructures sociales de base par les PTF



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

La figure présente que les 20% des montants des PTF sont dépensés dans la région Analamanga. Elle est toujours au premier rang ou parmi les premières dans tous projets de développement régional. Est-ce qu'elle a le plus besoin par rapport aux autres ? Ou c'est seulement le choix de l'Etat ou celui du PTF? Ou elle est sous les yeux de tout le monde puisque c'est la capitale de Madagascar ?

La région Vakinankaratra intéresse aussi les PTF. Toute personne qui veut aller dans le sud de l'île doit passer par la région Vakinankaratra. En plus de son potentialité de développement économique, c'est une région qui a des industries de transformation. Des grands investissements sont implantés dans ce territoire. Cette réalité nous montre que les régions assez développées ont les plus de soutien des PTF.

La région Alaotra Mangoro et Atsinanana détiennent au environ de 10% de financements des PTF. Ces régions aussi sont des pôles de développements économiques de Madagascar. Les zones qui intéressent plus les PTF, sont les régions proches de la capitale, accessible et qui ont des ressources potentielles en développement.

Trois régions sont supérieures ou égales à 5%. Il s'agit de l'Itasy, d'Amoron'i Mania et Diana. Cela trouve encore que les PTF ont leur critère de choix des zones d'interventions. Et le reste des régions, les interventions des PTF sont très limitées, voire même nulles comme c'est le cas de la région Androy et Melaky. Ces régions sont éloignées de la capitale, les routes sont en mauvaises états. Les PTF n'interviennent pas, l'Etat malagasy se trouve dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins et les dirigeants locaux ne peuvent rien y faire. Le développement régional reste encore un rêve en tenant compte de la réalité.

IV. DISCUSSION

Une question a été posée dans l'introduction: Est-ce que le développement Régional est-il encore un rêve ou une réalité à Madagascar actuellement ? Après observations et analyses, il est temps de discuter les résultats qu'on a trouvés pour approfondir en peu plus par rapport à l'avis d'autres chercheurs. Et ceux pour que les décideurs ou dirigeants puissent les utiliser. Nous, les universitaires, ont le rôle d'interpeller les dirigeants face aux situations rencontrés. Les discussions entamées ici sont centrés par rapport aux résultats trouvés précédemment. Premièrement, La croissance démographique régionale rapide mais mal réparti. Deuxièmement, la croissance démographique régional sans croissance économique ni développement économique et enfin la centralisation et l'insuffisance des projets de développement social réalisé par l'Etat.

IV.1. Rapidité de la croissance démographique Régionale

Le point de départ d'études des pays en voie de développement aujourd'hui est par son croissance démographique [8]. De ce point de vue, nous avons partie, dans cette étude, dans la bonne direction. Les résultats trouvés concernant la croissance démographique régionale est de 3,5%. Le PNUD a trouvé une taux de croissance de 2,8% à 3% par an [9]. Entre 1993 et 2018, c'est-à-dire pendant 25 ans, l'effectif de la population Malagasy a été multiplié par deux. La densité du territoire est un facteur de développement territorial.

Tableau 6: Densité de la population en 1993 et 2018 (hab/km²)

Régions	1993	2018
Analamanga	104	214
Itasy	66	128
Vakinankaratra	69	125
Vatovavy Fitovinany	38	73
Haute Matsiatra	37	69
Atsinanana	35	68
Atsimo Atsinanana	22	54
Analanjirifo	27	53
Amoron'i Mania	29	52
Androy	18	47
Diana	19	46

Régions	1993	2018
SAVA	23	44
Bongolava	14	40
Alaotra Mangoro	19	39
Anosy	15	31
Boeny	13	30
Sofia	13	30
Atsimo Andrefana	11	27
Ihorombe	5	16
Menabe	6	15
Betsiboka	6	13
Melaky	3	8

Source : Auteur

L'ambition des régions de se développer ne pouvait se réaliser sans la participation du plus grand nombre de population. En raison d'une faible densité de population, la périphérie ne disposait que de très maigres moyens humains au service du développement [10]. La densité moyenne de Madagascar, en 2018, est le même avec celle du Maroc (42 hab/km² en 2004)[11]. Alors Madagascar peut se développer comme les autres pays. Les trois régions plus denses, à savoir Analamanga, Itasy et Vakinankaratra disposent alors plus de moyens humains par rapport aux autres. Cette densité de la population s'explique aussi par le phénomène de migration interrégionale. En raison de santé, d'études, de travail ou autres, que les résidents quittent leurs régions pour rejoindre la région Analamanga. Il y a de l'exode rural, de fuites des cerveaux, mais aussi une migration interrégionale. La croissance démographique d'Analamanga devient de plus en plus rapide. La fierté régionale n'est plus conservée. On doit vivre là où les besoins fondamentaux sont complets. Compte-tenu de cette densité faible des populations dans les autres régions, le développement

régional est encore un rêve. Parce que la réalisation d'un projet de développement dépend surtout du nombre de personne qui vont bénéficier le projet.

Alors, il semble que la rapidité de la croissance démographique à Madagascar soit une bonne nouvelle mais est-elle suivie de croissance économique ? La discussion à cette question sera dans le sous-titre suivant.

IV.2. Croissance démographique régional sans croissance économique ni développement économique

La croissance démographique devrait être suivie par la croissance économique. Selon Simon Kuznets (Prix Nobel de Sciences Economiques en 1971), la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie de biens économiques. Cette capacité de croissance est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert. Plus généralement, la croissance économique est l'accroissement durable du produit global net, en terme réels, d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer, et un phénomène de longue période.

Dans les questionnements sur le modèle économique pour mesurer les performances économiques se retrouvent inéluctablement les choix des indicateurs PIB [12]. Pour les cas des régions à Madagascar, le PIB est très faible. Sur le plan économique, Madagascar a toujours été un pays centralisé ou plutôt polarisé dans la mesure où Antananarivo, la capitale reste le pôle économique dominant, concentrant environ 55% du PIB du pays [1]. A titre d'exemple, les zones franches industrielles qui devraient être naturellement implantées dans la région portuaire de Toamasina, se trouvent en grande majorité dans la capitale Antananarivo ou aux alentours. De même, la production agricole pour subvenir aux besoins de la population est largement insuffisante. L'Etat importe du riz jusqu'à maintenant parce que la production n'est pas suffisante. Avec ce faible taux de PIB et cette centralisation économique, le développement régional n'est encore qu'un rêve.

Tableau 7: Dépense de la Région Itasy

	2014	2015	2016	2017
Fontionnement	763 162 904,94	498 599 070,46	736 345 174,33	1 020 687 291,58
Investissement	0	0	0	0

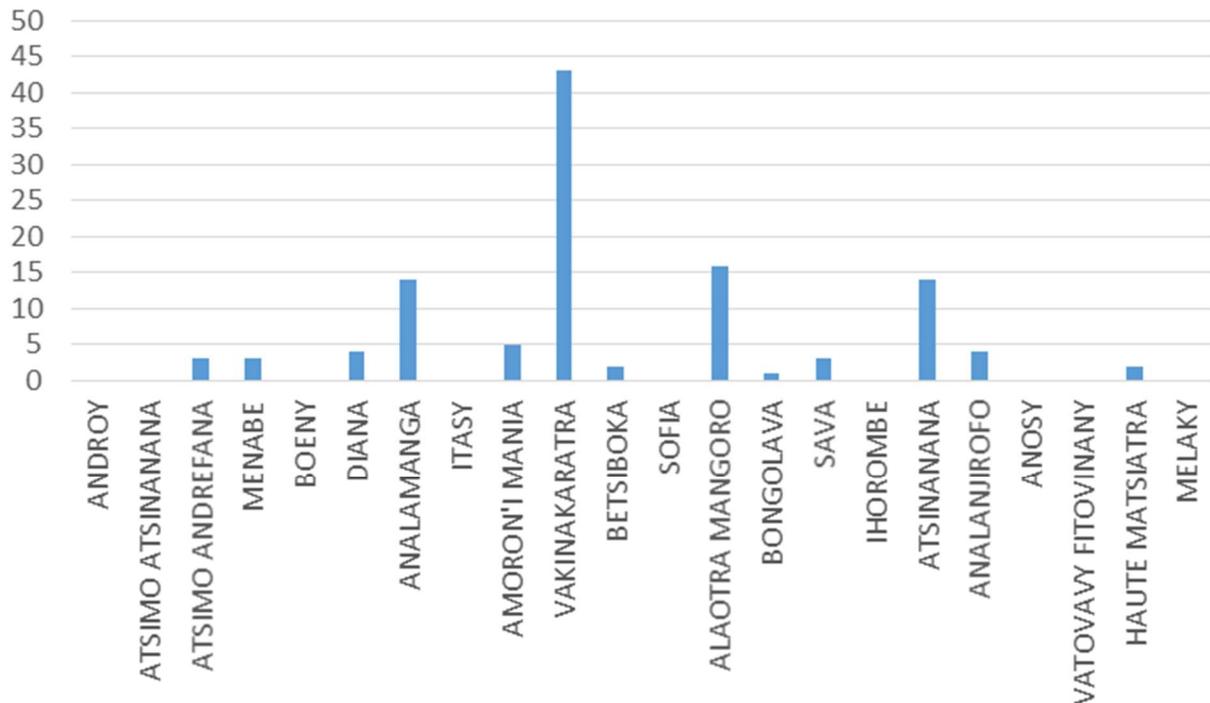
Source : Région Itasy, 2018

L'incapacité des régions à se faire des investissements montre que la croissance n'a pas été suivit d'un développement. C'est comme un nouveau marié qui n'avait au début seulement qu'une chambre et une cuisine suffisant pour eux puisqu'il n'y a pas encore d'enfant. Après cinq ans, ils ont eu 3 enfants, mais le nombre de chambre utilisé est encore une seule. Normalement, cette famille devrait augmenter le nombre de chambre utilisé puisque le nombre de personne a augmenté. C'est aussi le cas des régions, chaque année, il y a une croissance que ce soit démographique ou économique. Mais les dépenses en investissement restent toujours au niveau zéro. On peut dire que les régions s'appauvrissent de plus en plus dans cette situation. Les régions ont besoins de l'Etat pour pouvoir fonctionner. Alors que les arriérés de l'Etat pour le compte des Communes s'élèves à 66 milliards d'Ariary et aux régions 180 millions d'Ariary en 2016. Le développement régional est encore un rêve.

IV.3. Centralisation et insuffisance des projets de développement social réalisé par l'Etat

La figure suivante montre la récapitulation d'infrastructures scolaire réalisée par la FDL entre 2014 à 2016.

Figure 13: Construction d'infrastructures scolaire: EPP, CEG, LYCEE



Source : Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Rapport d'activités sur la décentralisation de 2014 à 2016*

Tous les résultats précédents dans III.3 ont montré que la majorité des infrastructures construites entre 2014 à 2016 se concentrent dans la région Analamanga et Vakinakaratra. Plusieurs régions sont délaissées. Et les régions déjà assez développées par rapport aux autres régions obtiennent encore plus des projets. Le rôle de l'Etat à travers le FDL n'est pas respecté « Il (FDL) a principalement pour mission d'assurer un développement socio-économique équitable, équilibré et durable de toutes les Collectivités territoriales décentralisées à travers le financement de leurs investissements et le renforcement des capacités y afférents » [13]. Le système de centralisme existe toujours et même depuis longtemps. Malgré les différents effort dans la mise en place de la décentralisation effective à Madagascar, on peut affirmer sans hésiter qu'en finalité, Madagascar est encore un pays fortement centralisé [1]. Contrairement à beaucoup de pays qui sont partis d'une situation centralisée qui ont pourtant fait des grandes avancées en matière de décentralisation notamment budgétaire en quelques décennies. Les efforts de décentralisation à Madagascar n'ont pas eu les mêmes résultats et l'explication pourrait être que l'on n'a pas traité la décentralisation dans toutes ses dimensions (économique, budgétaire, politique), et que nous n'avons pas eu les mêmes conditions économiques (multipolarité) et politiques (tradition multipartite, opposition forte) que les pays qui ont réussi leurs décentralisations [1]. Madagascar utilise jusqu'à maintenant le système de la France, qui est fidèle à la tradition jacobine, opte pour « l'administration directe », méthode très centralisée, qui consiste à placer le territoire soumis à sa domination sous l'administration directe du colonisateur [14]. Dans ce sens, le développement régional à Madagascar n'est encore qu'un rêve sans l'accord et la participation active de tous les acteurs de développement régionaux.

V. CONCLUSION

Le développement régional à Madagascar relève de l'utopie, tant que la répartition des moyens financiers accordés aux régions fonctionne se "fasse" selon le système du « deux poids deux mesures ».

En effet, le développement régional est et restera un rêve qui divergera complètement de la réalité, vu que ce processus est centré sur le système de « centralisation ».

Dans la réalité, la décision relative à la réalisation des projets de développement régional revient exclusivement à l'Etat central. Or, il a été constaté que ce dernier éprouve des difficultés à assurer la gestion de cette entreprise.

Comme preuves: l'Etat n'arrive pas à payer à temps les subventions destinées au fonctionnement des régions. De surcroit, en termes d'avantage, il privilégie uniquement deux régions, à savoir celles d'Analamanga et de Vakinankaratra qui sont de ce fait les seules à en bénéficier. Et cela, au détriment des autres régions qui se retrouvent ainsi complètement délaissées. Par conséquent, ces régions désavantagées sont laissées à l'abandon, et n'auront logiquement aucune possibilité de connaître le développement en question.

Ce favoritisme accordé à la région d'Analamanga explique l'accroissement de la densité de la population de cette région. En effet, les activités professionnelles, y étant plus abondantes, et donc la vie en général, apparemment moins pénibles, cela entraîne le flux migratoire de la population vers cette région. Comme preuve à cette assertion, d'une part, à elle seule, la région d'Analamanga représente 30% du Produits Intérieur Brut (PIB) de Madagascar. D'autre part, les interventions des Partenaires Techniques Financiers se concentrent surtout dans ces régions déjà plus développées du pays.

Aussi, sans le changement de ce système de centralisation, en une décentralisation réelle et effective par le processus de veille stratégique, le développement régional demeurera-t-il au stade de rêve, sinon rien qu'une promesse politique fallacieuse, visant juste à long terme, l'accession au pouvoir.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] S. Radert, G. Rajaonesy, J. Rakotoarisoa, L. Ramamonjisoa, and F. Vaillancourt, "L'économie politique de la décentralisation à Madagascar," 2008.
- [2] Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *Manuel de procédures administratives à l'usage des Régions*. Antananarivo, 2018.
- [3] A. Jaouhari, "Système d'information marketing: La veille stratégique," 2010.
- [4] M. Guechtouli, "Comment organiser son système de veille stratégique ?," 2007.
- [5] F. A. Ravalison, "Redynamisation de la compétitivité, dans le contexte mondialisé, par la démarche intégrée d'ingénierie industrielle," Antananarivo, Antananarivo, 2008.
- [6] H. Lesca, "Veille stratégique: Concepts et démarche de mise en place dans l'entreprise," 1997.
- [7] A. Attoumani, "Aménagement urbain et circulation routière: une piste pour la résolution du problème d'embouteillage dans la ville d'Antananarivo," Antananarivo, 2020.
- [8] J. Prager, "Les enjeux géographiques du développement économique," 2009.
- [9] PNUD, *Rapport sur le développement humain 2016*. New York, 2016.
- [10] P. Signoret, "Territoire , observation et gouvernance: Outils , méthodes et réalités," Franche-Comté, 2011.
- [11] P.-H. Schipper, "Étude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du sud," 2006. .
- [12] F. Dugeny, "Les stratégies de développement économique dans les projets territoriaux de développement durable en Ile-de-France," pp. 1–69, 2012.
- [13] Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation, *DECRET n°2017 – 014 portant réorganisation du Fonds de Développement Local (FDL)*. 2017.
- [14] Landry Ngonon Tsimi, "L'autonomie administrative et financière des collectivités territoriales décentralisées: l'exemple du Cameroun," Paris-Est creteil val-de-marne, 2010.